



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**Arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/174 du 26 novembre 2025  
portant enregistrement de la demande de la SAS VGBIO ÉNERGIE relative à la poursuite de  
l'exploitation de l'installation de méthanisation située au lieu-dit « La Noue » à Faremoutiers  
(77515) et de l'épandage du digestat produit par cette installation sur des terres agricoles,  
ainsi qu'à la construction d'une lagune déportée de stockage du digestat sur le territoire de la  
commune de Guérard (77580) et d'une canalisation de transfert du digestat**

**VU** les parties législatives et réglementaires du Code de l'environnement et notamment ses articles L. 512-7 et R. 512-46-1 à R. 512-46-24 ;

**VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2010-687 du 24 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Île-de-France ;

**VU** le décret n° 2018-458 du 6 juin 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** le décret du président de la République en date du 06 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY, Préfet de Seine-et-Marne ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 août 2010 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2023/DRIEAT/UD77/149 du 27 novembre 2023 portant enregistrement de la demande de la SAS VGBIO ÉNERGIE pour l'augmentation de la capacité de traitement de l'installation de méthanisation située au lieu-dit « La Noue » sur la commune de Faremoutiers (77515), la diversification des sources d'approvisionnement et l'épandage des digestats produits par cette installation sur des terres agricoles ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 24/BC/049 du 9 août 2024 du Préfet de Seine-et-Marne donnant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/095 du 27 juin 2025 portant mise à disposition du public du dossier déposé par la SAS VGBIO ÉNERGIE relative à l'implantation, sur le territoire de la commune de Guérard (77580), d'une lagune déportée de stockage du digestat produit par l'installation de méthanisation qu'elle exploite à Faremoutiers (77515), ainsi que d'une canalisation de transfert du digestat, entre l'installation de méthanisation et la lagune déportée ;

**VU** le dossier de demande d'enregistrement, antérieurement déposé le 1<sup>er</sup> février 2023 et complété le 12 mai et le 1<sup>er</sup> juin 2023 par la société SAS VGBIO ÉNERGIE, auprès de l'Unité départementale de Seine-et-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Île-de-France, relatif à l'augmentation de la capacité de traitement de l'installation de méthanisation qu'elle exploite sur la commune de Faremoutiers (77515), à la diversification des intrants et à l'épandage des digestats sur des terres agricoles situées dans le département de Seine-et-Marne ;

**VU** le dossier de demande d'enregistrement, déposé le 11 février 2025 et complété les 5 et 26 juin 2025, par la société SAS VGBIO ÉNERGIE, auprès de l'Unité départementale de Seine-et-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Île-de-France, relatif à la poursuite de l'exploitation de l'installation de méthanisation située au lieu-dit « La Noue » à Faremoutiers (77515) et de l'épandage du digestat produit par cette installation sur des terres agricoles, ainsi qu'à la construction d'une lagune déportée de stockage du digestat sur le territoire de la commune de Guérard (77580) et d'une canalisation de transfert du digestat ;

**VU** le rapport n° E/25-1524 du 27 juin 2025 de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Île-de-France portant avis de recevabilité de la demande précitée de la SAS VGBIO ÉNERGIE pour la mise à disposition de celle-ci pour la consultation du public et des conseils municipaux intéressés ;

**VU** les courriers préfectoraux du 30 juin 2025 de transmission dudit dossier à la commune de Guérard pour sa mise à la consultation du public et pour avis du conseil municipal, ainsi qu'aux communes de Faremoutiers, la Celle-sur-Morin et Hautefeuille, pour avis de leur conseil municipal ;

**VU** l'avis transmis par courrier du 26 septembre 2025 du conseil municipal de la commune de Hautefeuille sur la demande d'enregistrement présentée par la SAS VGBIO ÉNERGIE ;

**VU** l'avis transmis par courrier du 6 octobre 2025 du conseil municipal de la commune de Guérard sur la demande d'enregistrement présentée par la SAS VGBIO ÉNERGIE ;

**VU** le courrier du 6 octobre 2025 par lequel la commune de Guérard a transmis le registre de consultation du public, clos le 1<sup>er</sup> octobre 2025 sur lequel n'apparaît aucune observation du public ;

**VU** l'absence d'avis émis par les conseils municipaux des communes de Faremoutiers et de La Celle-sur-Morin ;

**VU** les contributions transmises à la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Île-de-France, dans le cadre de la consultation du public précitée ;

**VU** le courriel du 10 octobre 2025 par lequel la SAS VGBIO ÉNERGIE a été informée des questions et observations émises au cours de la consultation et a été invitée à apporter ses réponses ;

**VU** le courriel du 31 octobre 2025 par lesquels la SAS VGBIO ÉNERGIE a transmis son mémoire en réponse aux questions et observations émises au cours de la consultation ;

**VU** le rapport n° E/25-2718 du 25 novembre 2025 de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Île-de-France, statuant sur la demande d'enregistrement présentée par la SAS VGBIO ÉNERGIE ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté préfectoral n° 2023/DRIEAT/UD77/149 du 27 novembre 2023 susvisé, délivré à la SAS VGBIO ÉNERGIE, a autorisé :

- l'exploitation d'une installation de méthanisation agricole située au lieu-dit « La Noue » – Rue d'Hautefeuille à Faremoutiers (77515) au titre de la rubrique n° 2781-2 (méthanisation d'autres déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, pour une capacité de traitement de 70 tonnes/jour ;
- la diversification des sources d'approvisionnement ;
- l'épandage des digestats produits par cette installation sur des terres agricoles, dans le cadre d'un plan d'épandage ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation de méthanisation comprend actuellement les éléments suivants :

- 1 aire de stockage d'intrants (3 silos de 2 400 m<sup>2</sup> représentant un total de 7 200 m<sup>2</sup>, délimités par des murs béton de 3 m de haut) : stockage en masse sous bâche de : maïs, herbe, céréales immatures, pulpe de betterave...,
- deux trémies d'insertion des matières solides,
- deux digesteurs de 2 490 m<sup>3</sup> utiles, surmontés chacun d'un gazomètre de 780 m<sup>3</sup>,
- un post-digester de 4 240 m<sup>3</sup> utiles, surmonté d'un gazomètre de 1 710 m<sup>3</sup>
- une lagune de stockage de digestat de 7 427 m<sup>3</sup> utiles,
- un bassin de décantation de 246 m<sup>3</sup> et un bassin de régulation des eaux pluviales de 833 m<sup>3</sup> à l'est du site,
- une unité d'épuration du biogaz, une chaudière et un transformateur à l'ouest du site,
- une torchère en dehors de la zone de rétention,
- un local avec une armoire électrique entre les digesteurs et le post-digester,
- un pont bascule,
- un merlon qui ceinture le site,
- une poche à incendie de 120 m<sup>3</sup> au nord-ouest du site,
- deux cuves de stockage pour des intrants liquides de 80 m<sup>3</sup> chacune,
- un forage de 49 m de profondeur,
- un bâtiment en bardage imitation bois regroupant :
  - la future cuve de stockage du GNR,
  - un atelier,
  - un local technique ;

**CONSIDÉRANT** que les intrants admis sur le site de méthanisation sont les suivants :

- déchets végétaux et autres sous-produits d'origine végétale: 23 550 tonnes/an,
- biodéchets alimentaires hygiénisés : 2 000 tonnes/an ;

**CONSIDÉRANT** que la production annuelle de digestat est de 21 718 m<sup>3</sup> à 8 % de MS (matières sèches), soit 1 737 tonnes de MS/an ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation de méthanisation produit en moyenne 480 Nm<sup>3</sup>/h de biogaz, soit 11 520 Nm<sup>3</sup>/j ;

**CONSIDÉRANT** que le digestat est actuellement épandu sur des terrains agricoles sous couvert d'un plan d'épandage totalisant la surface de 1 456,6 ha, dont 1 377,3 ha de surfaces épandables ;

**CONSIDÉRANT** que les parcelles concernées par l'épandage, mises à disposition par 8 exploitations agricoles, sont situées sur les territoires des communes de Bernay-Vilbert, Boissy-le-Châtel, La Celle-sur-Morin, Choisy-en-Brie, Courpalay, Dammartin-sur-Tigeaux, Faremoutiers, Guérard, Hautefeuille, Jouy-sur-Morin, Mortcerf, Pécy, Pézarches, Pommeuse, Saints, Saint-Augustin, Touquin, Vaudoy-en-Brie ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation de la SAS VGBIO ENERGIE relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781-2-b de la nomenclature annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement (installations classées pour la protection de l'environnement) et des rubriques 1.1.1.0 et 2.1.5.0 (régime de la déclaration) de la loi sur l'eau (article R. 214-1 du Code de l'environnement) ;

**CONSIDÉRANT** que le projet de modification de la SAS VGBIO ÉNERGIE, objet de la demande d'enregistrement susvisée, porte sur l'implantation :

- sur le territoire de la commune de Guérard (77580), d'une lagune déportée de stockage du digestat produit par l'installation de méthanisation exploitée à Faremoutiers (77515), d'un volume total de 9 489 m<sup>3</sup> (le volume utile étant de 8 000 m<sup>3</sup>) ;
- d'une canalisation, d'une longueur de 5 kilomètres, pour le transfert du digestat, depuis l'installation de méthanisation à Faremoutiers (77515) vers la lagune déportée de stockage à Guérard (77580) ;
- sur le site de l'installation de méthanisation à Faremoutiers (77515), d'un stockage de 24 tonnes farine de blé, soit 30 big-bags ;

**CONSIDÉRANT** que dans la demande d'enregistrement susvisée, la SAS VGBIO ÉNERGIE ne sollicite aucune modification des installations (à l'exception de l'ajout d'un stockage de 24 tonnes farine de blé, soit 30 big-bags), des sources d'approvisionnement ou du plan d'épandage déjà enregistrés par l'arrêté préfectoral n° 2023/DRIEAT/UD77/149 du 27 novembre 2023 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** qu'au regard de ses caractéristiques, plus particulièrement de l'implantation d'une lagune déportée de stockage du digestat d'un volume total de 9 489 m<sup>3</sup> (volume utile de 8 000 m<sup>3</sup>), sur une parcelle cadastrale externe au site de l'installation de méthanisation, le projet de la SAS VGBIO ÉNERGIE constitue une modification substantielle au sens de l'article R. 512-46-23 du Code de l'environnement, nécessitant un nouvel enregistrement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier de demande d'enregistrement la société SAS VGBIO ENERGIE est déposé complet et régulier en date du 26 juin 2025 ;



**CONSIDÉRANT** les dispositions prises par la SAS VGBIO ENERGIE pour limiter tout risque d'accident ou de pollution ;

**CONSIDÉRANT** que l'implantation de la lagune déportée de stockage de digestat est prévue à une distance de 3,9 kilomètres du site de l'installation de méthanisation, sur la parcelle n° 6 de la section ZB du cadastre de la commune de Guérard (77580), sur une surface cadastrale de 6 124 m<sup>2</sup>, la surface cadastrale totale de la parcelle étant de 13 763 m<sup>2</sup> ;

**CONSIDÉRANT** que la lagune déportée de stockage de digestat sera implantée sur une parcelle comprise dans le plan d'épandage du digestat, réduisant la surface du plan d'épandage à 1 376,7 ha de surfaces épandables ;

**CONSIDÉRANT** que la nouvelle lagune déportée permettra d'entreposer le digestat au plus près des parcelles d'épandage et d'augmenter les capacités de stockage et d'entreposer le digestat ; le volume utile de cette lagune s'ajoutera au volume utile de 7 427 m<sup>3</sup> de la lagune déjà existante sur le site de l'installation de méthanisation ; la capacité de stockage de digestat passera ainsi à 15 427 m<sup>3</sup>, soit 10,5 mois (contre 6,1 mois actuellement) ;

**CONSIDÉRANT** que cette lagune sera de type semi-enterrée, ceinturée d'un merlon périphérique d'une hauteur de 2,2 mètres au maximum par rapport au terrain naturel ;

**CONSIDÉRANT** que la lagune présentera une hauteur de garde de 50 centimètres, supérieure à la hauteur de garde minimale à maintenir de 6,64 centimètres permettant de stocker une pluie trentennale, d'un volume de 405 m<sup>3</sup> ;

**CONSIDÉRANT** qu'au regard des éléments présentés dans le dossier, en particulier des résultats d'un diagnostic pédologique, le pétitionnaire conclut en l'absence de zone humide sur l'emplacement de la future lagune ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier indique que l'emplacement de la future lagune est situé à plus de 200 mètres des premières habitations ; le pétitionnaire précise que les vents proviennent majoritairement du sud-ouest ; le digestat étant une matière ayant déjà fermenté, le pétitionnaire indique que les odeurs seront fortement limitées ; l'étude d'impact olfactif contenue dans le dossier conclut en un risque faible de perception par les habitations les plus proches ;

**CONSIDÉRANT** qu'au regard des mesures prévues pour l'intégration paysagère de la future lagune, le pétitionnaire conclut que l'impact sur le paysage sera négligeable ;

**CONSIDÉRANT** que compte tenu de la profondeur des nappes d'eaux souterraines au droit du site (nappe du Lutétien et de l'Yprésien), le dossier conclut que le projet n'entraîne pas de risque pour les masses d'eau souterraines ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier mentionne que la parcelle d'implantation de la lagune se situe en zone agricole, en dehors de toute zone de protection du patrimoine naturel et de toutes les sous-trames du ZRCE d'Île-de-France ;

**CONSIDÉRANT** que la canalisation projetée aura une longueur totale de 5 kilomètres et sera enterrée à une profondeur comprise entre 1 et 1,5 mètre en dessous du niveau du sol ; elle sera constituée en PVC

d'un diamètre de 200 millimètres, en plusieurs morceaux emboîtés et collés ; le risque de fuite sera maîtrisé par un nettoyage après chaque transfert de digestat et la canalisation sera équipée de deux débitmètres (sur le site de l'installation de méthanisation et au niveau de la canalisation), permettant de s'assurer de l'absence de fuite ; cette canalisation permettra de faciliter le transport de digestat et de limiter le trafic routier ;

**CONSIDÉRANT** que le pétitionnaire indique qu'au regard de ses caractéristiques et des mesures prévues pour garantir son étanchéité, la canalisation ne présentera pas de risque de déversement vers le milieu récepteur ;

**CONSIDÉRANT** que les parcelles traversées par le tracé de la canalisation, situées sur le territoire des communes de Faremoutiers, Guérard, Hautefeuille et La Celle-sur-Morin, sont des parcelles agricoles appartenant majoritairement au plan d'épandage du digestat produit par l'installation de méthanisation ;

**CONSIDÉRANT** que le mémoire en réponse transmis le 31 octobre 2025 par la SAS VGBIO ÉNERGIE répond aux questions et observations émises dans le cadre de la consultation du public ;

**CONSIDÉRANT** que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales prévues par l'arrêté ministériel du 12 août 2010 modifié susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que les caractéristiques du projet, eu égard aux conditions prévues à l'article L. 512-7-2 du Code de l'environnement, ne justifient ni de soumettre ce projet à évaluation environnementale, ni d'instruire le dossier d'enregistrement susvisé selon les règles de la procédure de l'autorisation environnementale, compte tenu notamment :

- de l'examen de la sensibilité environnementale du milieu au regard de l'ensemble des critères mentionnés à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;
- de l'analyse du cumul des incidences du projet avec d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux dans la zone ;

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et Marne ;

## **ARRÊTE**

### **Article premier :**

La demande d'enregistrement de la SAS VGBIO ÉNERGIE, dont le siège social est situé 29 rue de Courtry à Guérard (77580), déposé complet et recevable le 26 juin 2025 (déposé le 11 février 2025 et complété les 5 et 26 juin 2025 au titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), relative à la poursuite de l'exploitation de l'installation de méthanisation située au lieu-dit « La Noue » à Faremoutiers (77515) et de l'épandage du digestat produit par cette installation sur des terres agricoles, ainsi qu'à la construction d'une lagune déportée de stockage du digestat sur le territoire de la commune de Guérard (77580) et d'une canalisation de transfert du digestat, **est enregistrée** dans les conditions fixées en annexe du présent arrêté.

La SAS VGBIO ÉNERGIE (SIREN n° 848 608 105), est ci-après identifiée comme « l'exploitant ».

Le présent arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans (article R. 512-74 du code de l'enregistrement).

## **Article 2 : Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **Article 3 : Sanctions**

En cas de non-respect de l'une des dispositions qui précède, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-6 et suivants du Code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, ceci sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

## **Article 4 : Information dans l'établissement**

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

## **Article 5 : Information des tiers**

En vue de l'information des tiers :

1. Une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie des communes de Faremoutiers et de Guérard et peut y être consultée.
2. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie des communes de Faremoutiers et de Guérard pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.
3. L'arrêté est adressé aux conseils municipaux des communes de Bernay-Vilbert, Boissy-le-Châtel, La Celle-sur-Morin, Choisy-en-Brie, Courpalay, Dammartin-sur-Tigeaux, Faremoutiers, Guérard, Hautefeuille, Jouy-sur-Morin, Mortcerf, Pécy, Pézarches, Pommeuse, Saints, Saint-Augustin, Touquin, Vaudoy-en-Brie.
4. L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

## **Article 6 : Notification et exécution**

- le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- le Sous-Préfet de Meaux,
- les Maires de Faremoutiers et de Guérard,
- la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
- la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera notifiée au bénéficiaire sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 26 novembre 2025

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice empêchée,  
La Cheffe de l'Unité Départementale  
de Seine-et-Marne,

  
Agnès COURET

## **Destinataires d'une copie :**

- la Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE),
- le Sous-Préfet de Meaux,
- la SAS VGBIO ÉNERGIE,
- les Maires et leurs conseils municipaux des communes de Bernay-Vilbert, Boissy-le-Châtel, La Celle-sur-Morin, Choisy-en-Brie, Courpalay, Dammartin-sur-Tigeaux, Faremoutiers, Guérard, Hautefeuille, Jouy-sur-Morin, Mortcerf, Pécy, Pézarches, Pommeuse, Saints, Saint-Augustin, Touquin, Vaudoy-en-Brie,
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- la Déléguée Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- le Directeur Départemental des Territoires (DDT/SEPR et DDT/STAC).

## **Délais et voies de recours :**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,

b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.



## TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

### CHAPITRE 1.1. NATURE ET LOCALISATION DE L'INSTALLATION

#### ARTICLE 1.1.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES OU PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE LOI SUR L'EAU

Nomenclature annexée à l'article R. 511-9 (ICPE) du Code de l'environnement :

Rubrique	Nature des activités	Éléments caractéristiques	Régime*
2781-2-b	Installation de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production  2. Méthanisation d'autres déchets non dangereux  b) La quantité de matières traitées étant inférieure à 100 t/j	Capacité de traitement : 70t/j en moyenne (soit 25 550 t/an)  Capacité moyenne de production du biogaz : 480 Nm <sup>3</sup> /h (soit 11 520 Nm <sup>3</sup> /j)  Quantité de biogaz présente dans l'installation : 1,31 tonne  Intrants : <ul style="list-style-type: none"> <li>déchets végétaux et autres matières végétales (CIVE, pulpes de betteraves, seigle, déchets de pommes de terres, issus de silos et menues pailles, herbes de tontes) : 23 550 t/an</li> <li>biodéchets ne nécessitant pas de traitement par hygiénisation sur site : 2 000 t/an</li> </ul>	E

\* E : enregistrement.

Nomenclature visée à l'article R. 214-1 (IOTA) du Code de l'environnement :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature et volume des activités	Régime *
1.1.1.0	Forage non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Forage de profondeur 49 mètres (Prélèvement 950 m <sup>3</sup> /an)	D

Arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/174 du 26 novembre 2025 portant enregistrement de la demande de la SAS VGBIO ENERGIE relative à la poursuite de l'exploitation de l'installation de méthanisation située au lieu-dit « La Noue » à Faremoutiers (77515) et de l'épandage du digestat produit par cette installation sur des terres agricoles, ainsi qu'à la construction d'une lagune déportée de stockage du digestat sur le territoire de la commune de Guérard (77580) et d'une canalisation de transfert du digestat

2.1.5.0	<p>Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :</p> <p>2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha</p>	<p>Surface drainée par le projet : 4,5 ha (3,9 ha pour le site de l'installation de méthanisation à Faremoutiers et 0,6 ha pour le site de la lagune déportée à Guérard)</p>	D
---------	--	--	---

\* D : Déclaration.

## ARTICLE 1.1.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

L'installation est située sur les parcelles suivantes :

Commune	Section	Parcelles cadastrales
Faremoutiers	ZB	51
		52
		53
		54
Guérard	ZB	6

L'installation mentionnée à l'article 1.2.1 du présent arrêté est reportée avec ses références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

## CHAPITRE 1.2. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

### ARTICLE 1.2.1. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

L'installation et ses annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément :

- aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'enregistrement déposé le 1<sup>er</sup> février 2023 et complétée le 12 mai et le 1<sup>er</sup> juin 2023, ainsi que ceux déposés dans le dossier de demande d'enregistrement déposé le 11 février 2025 et complété les 5 et 26 juin 2025 ;
- aux prescriptions réglementaires mentionnées dans les arrêtés ministériels de prescriptions générales en application de l'article L. 512-7 du Code de l'environnement et dans le présent arrêté, les dispositions applicables étant celles les plus limitatives prévues par ces textes.

### **CHAPITRE 1.3. MODIFICATIONS, TRANSFERT, CESSATION D'ACTIVITÉ**

#### **ARTICLE 1.3.1. MODIFICATION DU CHAMP DE L'ENREGISTREMENT**

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'enregistrement est soumise à la délivrance d'un nouvel enregistrement, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'enregistrement avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'enregistrement dans les formes prévues à l'article R. 512-46-22 du Code de l'environnement.

#### **ARTICLE 1.3.2. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

#### **ARTICLE 1.3.3. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT**

Tout transfert des installations sur un autre emplacement que celui prévu à l'article 1.2.2 nécessite une nouvelle demande d'enregistrement.

#### **ARTICLE 1.3.4. CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Lorsque le bénéfice de l'enregistrement est transféré à une autre personne, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit ce transfert.

#### **ARTICLE 1.3.5. CESSATION D'ACTIVITÉ**

Lorsque l'installation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci, et satisfait aux dispositions visées aux articles R. 512-46-25 et suivants du Code de l'environnement.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

*Arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/174 du 26 novembre 2025 portant enregistrement de la demande de la SAS VGBIO ENERGIE relative à la poursuite de l'exploitation de l'installation de méthanisation située au lieu-dit « La Noue » à Faremoutiers (77515) et de l'épandage du digestat produit par cette installation sur des terres agricoles, ainsi qu'à la construction d'une lagune déportée de stockage du digestat sur le territoire de la commune de Guérard (77580) et d'une canalisation de transfert du digestat*

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site compatible avec l'usage déterminé au dernier alinéa du présent article.

Les usages à prendre en compte dans le cadre de la remise en état du site sont les suivants : activités agricoles.

## **CHAPITRE 1.4. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES**

### **ARTICLE 1.4.1. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent, les textes suivants (liste non exhaustive) :

- l'arrêté ministériel du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique « n° 2781 » de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- ou tout autre texte pris en application de l'article L. 512-7-3 du Code de l'environnement.

### **ARTICLE 1.4.2. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉALIMENTATION**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le Code minier, le Code civil, le Code de l'urbanisme, le Code rural, le Code du travail, le Code général des collectivités territoriales, et la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent enregistrement ne vaut pas permis de construire.

## **CHAPITRE 1.5. DISPOSITIONS DIVERSES**

### **ARTICLE 1.5.1. ABROGATIONS**

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2023/DRIEAT/UD77/149 du 27 novembre 2023 susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent arrêté.

---

## TITRE 2. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

---

### ARTICLE 2.1. MISE EN SERVICE DE L'INSTALLATION

L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la mise en service de la nouvelle lagune et de la canalisation de transfert du digestat, dans le mois qui suit cette mise en route.

### ARTICLE 2.2. INTRANTS

La nature et la provenance des intrants méthanisés dans l'installation exploitée par la SAS VGBIO ENERGIE est limitée à celles définies dans le dossier de demande d'enregistrement mentionné à l'article 1.2.1.

### ARTICLE 2.3. ÉPANDAGE

Le digestat produit par l'installation est épandu selon le plan d'épandage défini dans le dossier de demande d'enregistrement.

Ce plan d'épandage totalise la surface de 1 376,7 ha de surfaces agricoles utiles. Les parcelles concernées, mises à disposition par 8 exploitations agricoles, sont situées sur le territoire de 18 communes : Bernay-Vilbert, Boissy-le-Châtel, La Celle-sur-Morin, Choisy-en-Brie, Courpalay, Dammartin-sur-Tigeaux, Faremoutiers, Guérard, Hautefeuille, Jouy-sur-Morin, Mortcerf, Pécy, Pézarches, Pommeuse, Saints, Saint-Augustin, Touquin, Vaudoy-en-Brie.

### ARTICLE 2.4. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À LA LAGUNE SUR LE SITE DE L'INSTALLATION DE MÉTHANISATION

Sous la lagune de stockage du digestat située le site de l'installation de méthanisation à Faremoutiers, construite avant le 1<sup>er</sup> juillet 2021, des drains sont disposés sous la surface de la lagune pour surveiller d'éventuelles fuites. Un dispositif d'obturation est mis en place permettant de fermer l'exutoire des drains en cas de fuite.

Les prescriptions prévues à l'article 30 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 modifié, imposant d'équiper les lagunes de stockage des digestats d'une double géomembrane construites à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2021, ne sont pas applicables à la lagune existante sur le site de l'installation de méthanisation.

Pour la lagune existante, construite avant le 1<sup>er</sup> juillet 2021, l'exploitant réalise un contrôle visuel quotidien des drains précités pour vérifier l'absence de fuite. Les résultats de ce contrôle sont consignés dans un registre mis à disposition de l'inspection des installations classées.

La géomembrane est maintenue en bon état et son intégrité est vérifiée après chaque période d'épandage lorsque l'ouvrage est vidé.



*Arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/174 du 26 novembre 2025 portant enregistrement de la demande de la SAS VGBIO ENERGIE relative à la poursuite de l'exploitation de l'installation de méthanisation située au lieu-dit « La Noue » à Faremoutiers (77515) et de l'épandage du digestat produit par cette installation sur des terres agricoles, ainsi qu'à la construction d'une lagune déportée de stockage du digestat sur le territoire de la commune de Guérard (77580) et d'une canalisation de transfert du digestat*

Lorsque la géomembrane existante nécessite d'être remplacée, celle-ci est remplacée par une double géomembrane.